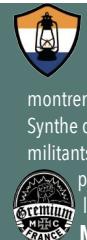




IMPLANTATION DES GROUPES NATIONALISTES RADICAUX EN FRANCE

HAUT-DE-FRANCE

Des groupes se font et se défont rapidement, que ce soit autour des stades à Lille, à Amiens ou ailleurs. À Lille, c'est sous le nom de **Nouvelle Droite** que les identitaires apparaissent, après la dissolution de la Citadelle qui leur servait de base. Les **Lions des Flandres** ont dégradé à plusieurs reprises des locaux associatifs et tenté de se montrer dans la rue. L'Action Française a su garder une présence autour de Lille, à Douai et à Arras.



A Dunkerque, un nouveau groupe, **Geuzenbond**, a tenté de jouer sur la fibre flamande mais sans succès : dans cette ville un autre groupe, informel, tente de se montrer lors de rassemblements de gauche. À Calais et à Grande-Synthe ce sont aussi des groupes informels mais aussi des militants de l'UKIP britannique comme Nick Tenconi qui s'en prennent aux exilé-es ou à des locaux associatifs. Dans l'Aisne, le club de bikers de Serge Ayoub, les **Gremium MC France**, n'a plus qu'un local près de Saint-Quentin.

BRETAGNE / NORMANDIE

L'actuel **Parti National Breton** émerge début 2022 des ruines d'Adsv. Le nom fait référence au PNB « historique » qui, intégré à la SS, traquait les résistants. Né fin 2022, **An Tour-tan** (« le Phare » en breton) reprend les codes visuels du nationalisme breton d'extrême droite. Son activité se résume à la tenue d'un compte Twitter et quelques collages. Début 2023, **l'Oriflamme**, une scission de l'Action française, officialise son existence sur Rennes. Dans les Côtes-d'Armor et du côté de Lorient des bandes de nationalistes s'activent en commettant des dégradations de locaux et attaques de rendez-vous militants.

PAYS DE LA LOIRE / CENTRE-VAL DE LOIRE

En Pays de la Loire l'extrême droite radicale est petite mais structurée grâce à l'appui des réseaux de la bourgeoisie catholique réactionnaire, comme la **Ligue Ligérienne** à Nantes. À Angers le **Red** tente sans réussite de poursuivre les activités de l'Alvarium dissout en 2022, et les militants se replient sur la campagne comme au Lion-d'Angers. Academia Christiana organise depuis plusieurs années son université d'été dans la région en bénéficiant du soutien logistique des restes de l'Alvarium intégrés dans le **Mouvement Chouan** de Gannat et Boumedienne et donc à cheval sur l'Anjou et la Touraine.

NOUVELLE-AQUITAINE / OCCITANIE

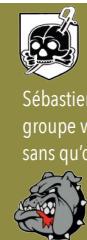
Sur Bordeaux, l'Action française organise des formations via son cercle Léon de Montesquieu. Le mouvement catholique intégriste fait le lien entre les différentes franges de l'extrême droite locale. L'activité de la **Bastide bordelaise**, mis à part quelques collages, se fait rare dans la rue mais organisent des soirées dans leur local le Menhir. Un nouveau groupe, le **Krak**, avec l'aide de membres de la bastide, tente de faire de l'agit-prop à la sauce identitaire : leur première sortie s'est soldée par une humiliation. À Toulouse les résidus de **Furie française** essaient de maintenir une présence, mais dans la région c'est à Albi que le groupuscule **Patria Albigès** fait le plus parler pour divers agressions. Leur leader Clément Cabrolier est le fils d'un ancien député RN.

ILE-DE-FRANCE

ILE-DE-FRANCE



Des groupes sont spécifiques à la région : **Auctorum** à Versailles, **les Vouivres** à Crétel et **Luminis** à Paris. Plutôt d'obédience nationalistes-catholiques, voire royalistes, leurs activités se ressemblent : Reprenant les codes visuels du groupe parisien des Identitaires, **les Natis** jouent eux sur un folklore de pacotille et font quelques agit-prop', mais semblent de moins en moins nombreux. À noter que le collectif Nemesis apparaît régulièrement dans les rues de la capitale.



La dissolution du GUD en juin 2024 a mis à mal la centralité de ce groupuscule, mais ses militants continuent à faire le lien, notamment lors de la manifestation annuelle en hommage à Sébastien Deyzieu le 9 mai. Héritiers du GUD et des Zouaves, un nouveau groupe violent a fait son apparition au printemps dernier, **les Hussards**, sans qu'on puisse vraiment dire si ce groupe aura un avenir, tant le milieu néofasciste est mouvant. En appui pour les actions violentes, tout ce petit monde peut également compter sur quelques hooligans, comme par exemple ceux du kop **Pitbull Paris**.

GRAND EST / BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



À l'Est, des groupes néonazis informels d'ultras font parler d'eux comme les **Mes Os** à Reims, que l'on retrouve toujours liés à diverses agressions. À Reims, c'est un groupe composé d'anciens royalistes et d'identitaire, les **Remes Patriam**, qui se font le plus remarquer. En Lorraine et dans les Vosges des nationalistes s'entraînent à des sport de combat et faire des descentes dans la région autour d'**Au four et au Moulin**, souvent ils s'associent à des bandes comme Vosegas Epinal.



Le reste des Identitaires en Lorraine mènent toujours des activités avec leur groupe **Aurora**. Dans des villes étudiantes comme Strasbourg ou Mulhouse, l'Action Française, la Cocardé étudiante ou Némésis se montent puis disparaissent.

L'activité de l'extrême droite en Bourgogne-Franche-Comté ne se résume pas qu'aux deux grosses villes universitaires Besançon et Dijon, car dans les campagnes aussi des bandes de racistes se montent et se démontent. Autour de Dijon, la Cocardé étudiante, l'**UNI** ou l'Action Française tentent de se monter sans succès, mais ils peuvent se retrouver autour d'**Helix**, une coquille vide qui regroupe des nationalistes catholiques. Pour les plus âgés, ils et elles peuvent se retrouver pour des sorties ou lors de rencontres de l'**Institut Iliade** au sein des **Teméraires**, un rassemblement de racialistes membres des Braves de Daniel Conversano.

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



Lyon est depuis plusieurs années une ville où l'extrême droite est solidement implantée. Malgré les dissolutions des Remparts, qui gérait le local La Traboule, et du groupe Lyon populaire, les groupes nationalistes sont toujours là sous différentes appellations comme **Audace**, qui avait été créé après la dissolution du Bastion Social, ou **Héritage**, mais pour combien de temps sous ces noms ? Par ailleurs, l'Action française, de son côté, continue son activisme.



A Clermont Ferrand, c'est le groupuscule **Clermont Non-Conforme** qui fait le plus parler de lui, annonçant des « conférences » et se déplaçant lors de rassemblements nationalistes dans l'hexagone.

A Chambéry et Annecy, des bandes néofascistes voire néonazis plus informels mettent elles aussi une véritable pression sur tou-te-s celles et ceux qui leur déplaisent, et organisent parfois ensemble des apparitions. Tous ces militants se retrouvent parfois lors de concerts intimistes ou pour se taper dessus lors de « fight » dans la région entre Lyon et Chambéry, où est apparu en début d'année **Valor**, qui reprendait la suite de EdelweiSS.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



En Provence, certains groupes sont présents dans plusieurs départements, les identitaires du **Maquis** (principalement à Toulon mais aussi dans le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône) et les nationalistes-révolutionnaires de **Tenesoun** (qui ont un local à Aix-en-Provence et un autre à Orange). Descendant direct du Bastion Social Aix-en-Provence, Tenesoun y partage le terrain main dans la main avec l'Action Française Provence, la Cocardé, l'**UNI** et Némésis. À Marseille, l'ex-RN Stéphane Ravier (cf. verso) a lancé fin 2022 un mouvement de jeunesse, **Défends Marseille**, en réunissant des militants identitaires de la Cocardé et de Génération Z mais aussi de l'Action Française Marseille.



Comme ailleurs, l'Action Française a eu un rôle central dans la formation et la mise en lien des militants en Provence: formations, fonds importants, locaux, la plupart des cadres des organisations d'extrême droite provençaux y sont passés.

Si Nice reste le fief d'un des fondateurs des Identitaires, Philippe Vardon, le local historique des identitaires niçois, devenu un groupuscule nationaliste-revolutionnaire, **Aquila Popularis**, a pris la suite des Zoulous niçois.

POUR ALLER PLUS LOIN

Plusieurs groupes antifascistes locaux ont réalisé des cartographies détaillées de l'activisme d'extrême droite dans leur ville ou leur région. Vous pouvez les consulter sur le site de nos camarades de RIPOSTES : www.ripostes.org/cartographies-de-l-extreme-droite-et-affiliees/



IMPLANTATION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL

ET D'AUTRES PERSONNALITÉS DE L'EXTRÊME DROITE ÉLECTORALISTE EN FRANCE MÉTROPOLITAINE MOINS LA CORSE

Les résultats électoraux sont donnés en % des suffrages exprimés

: résultats du RN au 2^e tour de la présidentielle de 2022 / : résultats du RN aux européennes de 2024 / : nombre de député·es RN / total dans la région

HAUT-DE-FRANCE

52,1% / 42,4% / 29/50

Le RN peut y compter sur une assise électorale forte et bénéficiait d'une base militante importante. Un nombre important de député·es et conseiller·es RN ont été élus·es dans la région, et le RN dirige des villes (Hénin-Beaumont, Bruay-la-Buissière, Villers-Cotterêts...). **Marine Le Pen** y avait été parachutée et élue députée dès 2017 avec l'aide du maire d'Hénin-Beaumont, **Steeve Briois**, et de Bruno Bilde, qui lui avaient préparé le terrain. Mais d'autres élus plus « respectables » issus de la droite ont été par la suite



parachutés, au détriment des militant·es de terrain, qui acceptent mal ces professionnels de la politique comme **Sébastien Chenu** (ex UMP) député du Nord depuis 2017 aujourd'hui vice-président du RN, ou **Jean-Philippe Tanguy** (ex-Debout la France), député de la Somme, membre du bureau national du RN. Aujourd'hui, ces élus·es délaissent pour la plupart leur implantation locale pour viser des responsabilités nationales. Autre parachuté, cette fois-ci dans l'Aisne, **Eddy Casterman**, un des 3 députés du parti Identité Libertés de Marion Maréchal : il fut l'un des dirigeants de Racines d'Avenir, qui défendait « l'union des droites » à la fin des années 2010.



NORMANDIE

44,1% / 35,3% / 6/28

Le RN a du mal à trouver des candidats présentables : élue, **Patrice Martin**, s'est fait remarquer en relayant Riposte laïque et Egalité & Réconciliation. Aux législatives deux candidates ont été exclues l'une pour propos racistes, l'autre pour une photo où elle portait une casquette nazie. Parti et revenu au FN au gré de ses trahisons, **Nicolas Bay** a réussi à faire exposer le groupe RN au conseil régional en ralliant Reconquête!. Il roule désormais pour Marion Maréchal.

PAYS DE LA LOIRE

35% / 27,6% / 0

La région dérive vers une droite extrême de plus en plus assumée. La présidente de région Horizon, Christelle Morançais, admire Elon Musk et soutient Les Nuits du « bien commun ». Le vendéen Bruno Retailleau, qui a commencé dans l'ombre de Philippe De Villiers, a été ministre de l'Intérieur. Le RN de son côté progresse mais peine encore à arracher des mandatures.

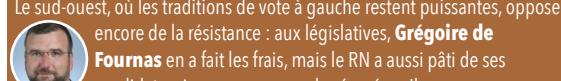
Gilles Bourdouleix, maire de Cholet depuis 1995, est connu pour son racisme anti-Roms : en 2013, il ose dire que « Hitler n'en avait peut-être pas tué assez ». Aux législatives 2024 il se présente avec le soutien du RN, sans succès.

Éléonore Revel a proposé, lors de sa campagne électorale en 2020 une « cellule pour dénoncer les illégaux » : elle siège au conseil régional pour le RN.

NOUVELLE-AQUITAINE

41,7% / 30,9% / 7/47

Le sud-ouest, où les traditions de vote à gauche restent puissantes, oppose encore de la résistance : aux législatives, **Grégoire de Fournas** en a fait les frais, mais le RN a aussi pâti de ses candidat·es inconnu·es ou mal préparé·es. Il y a malheureusement des territoires où l'entreprise est forte comme la Dordogne, le Lot-et-Garonne et l'Entre-deux-Mers. Enième avatar de la porosité de la droite et de l'extrême droite, **Edwige Diaz**, après un passage express à l'UMP, intègre le RN en 2014 et prend la direction de la fédération de Gironde, est élue conseillère régionale et députée depuis 2022. Figure médiatique du ripolinage du RN, elle en est vice-présidente depuis 2022. Celle qui a parfois été qualifiée de « moine-soldat » par la presse a assumé d'avoir pour collaborateur à l'assemblée **Jordi Vives Carrascal** un identitaire passé par les boursins de la Ligue du Midi et fondateur du site de « réinformation » Lengadoc Info. Elle est impliquée avec d'autres figures de la région dans une affaire de potentielle fraude au remboursement des frais kilométriques lors des législatives.



BRETAGNE

33,4% / 25,5% / 0

Aux législatives 2024, le nombre d'élus·es dans la région, réputée hostile au RN, est resté à zéro, mais on constate une réelle percée avec une progression de 7,5 % du 1^{er} au 2^e tour. **Gilles Pennelle**, vieux routier de l'extrême droite (formé au PFN, conseiller municipal FN à Rouen de 1989 à 2001, mérégisite et proche de Terre et Peuple) intègre le conseil régional de Bretagne en 2015. En 15^e position sur la liste RN aux européennes 2024, il accède (enfin) à un « grand » mandat comme il en rêvait.

CENTRE-VAL DE LOIRE

43,5% / 34,9% / 2/23

Surfant sur le sentiment d'abandon des zones rurales et aidé par une droite décomplexée, le RN arrive en tête au 1^{er} tour des législatives 2024, mais Mathilde Paris a perdu son siège. Restent Roger Chudeau (Loir-et-Cher) et **Thomas Ménagé** (Loiret) : ex-porte-parole local de la Manif pour tous, ex-chef de cabinet de Dupont-Aignan, il fonde en 2020 L'Avenir français, allié du RN. **Alexandre Avril**, maire de Salbris, vice-président de l'UDR, accueille sur sa commune l'Académie Saint-Louis, un pensionnat porté par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Emmanuel Stérin.

OCCITANIE

46% / 33,6% / 17/49

Aux législatives de 2024, le RN est arrivé largement en tête dans la région qui a pourtant été des décennies durant un bastion de gauche. Aujourd'hui, dans le Gard, les Pyrénées-Orientales et le Tarn-et-Garonne, tous les députés sont RN.

Louis Aliot, vice-président du RN, ex-compagnon de Marine Le Pen et catholique traditionaliste convaincu, a été élu maire de Perpignan en 2020, en faisant la ville RN la plus importante en nombre d'habitants.

À Moissac, le maire RN **Romain Lopez** est sur la même ligne identitaire et conservatrice que Marion Maréchal, et partisan de l'union des droites : il a d'ailleurs conclu une alliance avec les LR.

Gilbert Collard, député RN du Gard jusqu'en 2020, a quitté le parti en 2020 pour suivre Zemmour qu'il a aussi quitté : il n'existe plus que comme invité régulier dans les médias du groupe Bolloré.



ILE-DE-FRANCE

27% / 18,8% / 4/97

Si Marine Le Pen, Jordan Bardella ou Eric Zemmour en sont originaires, l'Île-de-France est une région qui résiste à l'extrême droite dans les urnes, et toutes ses personnalités qui ont essayé de s'y implanter s'y sont cassé les dents, surtout à Paris. Décédé l'an passé, **Jean-Michel Dubois** fait un peu figure d'exception, ayant été conseiller régional de 1986 à 2010, puis de 2015 à 2020 ; l'ex-trésorier du RN, Wallerand de Saint-Just à lui



aussi été de 2015 à mars 2025 conseiller régional. **Nicolas Dupont-Aignan**, président du parti « souverainiste » Debout la France, rêve d'un destin national, mais s'est plus modestement implanté dans l'Essonne : maire de Yerres de 1995 à 2017, il a été député dans le département de 1997 à 2024. Enfin, **Marion Maréchal**, née à Montreuil (93), laisse planer le doute sur sa candidature en 2026 sur Paris : mais avec ses trahisons à répétition, qui pourrait encore se joindre à elle pour la soutenir ?



GRAND EST

47,9% / 38,3% / 15/49

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

47,9% / 37% / 8/27

Ces deux grandes régions du Nord Est dénombrent quelques personnalités médiatisées de l'extrême droite, dont les porte-parole du RN **Julien Odoul** (passé par le PS puis l'UDI) et Laurent Jacobelli (ex-Debout la France). Depuis 2014 la ville d'Hayange en Moselle est tenue par **Fabien Engelmann**, arrivé au FN en 2010 : cet ancien syndicaliste CGT, autrefois proche de Riposte laïque, site internet très islamophobe, organise chaque année dans sa ville une « fête du cochon » avec des chanteurs français totalement has been.



Parmi les députés dans la région Grand-Est on trouve **Gaëtan Dussausay**, parachuté dans les Vosges : cet ex-président du FNJ avait auparavant été conseiller régional d'Île-de-France puis député européen. Dans la région Bourgogne Franche-Comté même si aucune ville n'est dirigée par le RN, le maire de Chalon-sur-Saône, **Gilles Platret**, ex-Les Républicains, fait dans la surenchère avec le RN par ses positions islamophobes. Comme dans d'autres régions, les militant·es de terrain ont laissé la place à des professionnels de la politique qui ne reposent plus que sur des électeurs et électrices.



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

40,2% / XXX% / 8/64

La région a longtemps été dirigée par **Laurent Wauquiez**, président de la Droite républicaine : s'il ne souhaite pas d'alliance avec le RN, il était au premier rang des Manif pour Tous en 2013, il a attribué des subventions à l'UNI, et il proposait la création d'un centre de rétention administrative à Saint-Pierre-et-Miquelon pour enfermer les OQTF.



PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

50,5% / 38,6% / 24/42

La région PACA est un bastion historique du FN puis du RN ce qui s'explique entre autres par les fortes inégalités économiques, la proximité avec la Méditerranée et l'histoire coloniale avec le Maghreb, en particulier l'Algérie. On note une grande porosité plus ou moins assumée entre l'extrême droite institutionnelle et groupusculaire dans la région. C'est également dans le Sud Est que le FN a gagné ses premières mairies dans les années 1990.

A Marseille, deux personnalités se détachent. **Franck Allisio** qui a commencé sa carrière politique à l'UMP et rejoint le Front National en 2015. En 2023, il annonce la refondation du RPR (rassemblement pour la république), et cherche à rallier des candidats de droite au RN. Il se présente à la mairie de Marseille en 2026.

Stéphane Ravier, proche de Jean Marie Le Pen et historique du FN, qu'il quitte pourtant en 2022, après la création de son micro-parti local Marseille d'Abord et son ralliement à Reconquête (qu'il abandonnera en 2024 après l'échec de la campagne de Zemmour). Candidat à la mairie de Marseille depuis



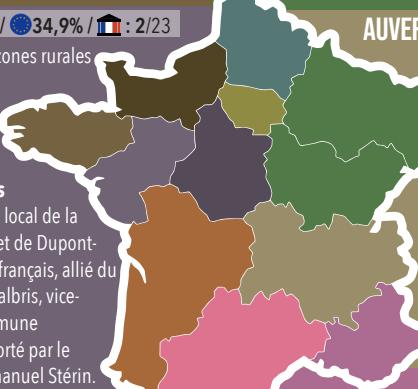
2008, il s'allie pour la campagne de 2026 à Franck Allisio via le RPR. Il est connu pour son lien assumé avec des groupuscules d'extrême droite comme l'Action Française ou plus récemment Défends Marseille, son groupe identitaire de jeunesse. A Nice, **Philippe Vardon** a un parcours assez similaire à celui de Stéphane Ravier. Ancien du bloc identitaire et ex-skinhead néonazi, il a été le candidat FN/RN à Nice aux élections municipales entre 2008 et 2020. Il quitte le RN en 2022 pour rejoindre Reconquête!, avant de rejoindre le parti de Marion Maréchal, Identités-Libertés, dont il devient le directeur opérationnel.



À Fréjus, c'est un ex vice-président du RN, **David Rachline**, qui est maire depuis 2014. Accusé de prise illégale d'intérêt pour des affaires municipales (jugement en janvier 2026), il a surtout été mis au ban du RN pour sa proximité affichée avec des néofascistes revendiqués.



Enfin, à Orange, c'est **Yann Bompard**, fils de Jacques, ex-FN et fondateur de la Ligue du Sud, qui a repris la mairie à la suite de son père, qui occupa ce poste pendant 15 ans. Il vient d'être jugé pour détournement de fonds publics.



PACA